

Economie Informelle et Energie informelle à Kananga. Situation actuelle et perspectives d'avenir

MUKENGE KANTSHIAMA BENOIT

UNIVERSITE PEDAGOGIQUE DE KANANGA / DEPARTEMENT DE PHYSIQUE ET TECHNOLOGIES APPLIQUEES.

Numéro de téléphone : +243977445276

E-mail : benimukenge8376@gmail.com / mukenge.kantshiama@regideso.cd

KANANGA / REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Date of submission 26 June, 2025; Date of Acceptance 20 July, 2025; Date of publication 30 August, 2025

Economie Informelle et Energie informelle à Kananga. Situation actuelle et perspectives d'avenir.

1. Problématique

L'économie informelle, qui englobe une variété d'activités économiques non réglementées, représente un défi majeur à Kananga, en République Démocratique du Congo. Cette situation est exacerbée par un accès limité à l'énergie électrique, entraînant des conséquences économiques, sociales et environnementales préoccupantes pour la population. Les entreprises informelles, souvent dépourvues de ressources et de réglementations, sont confrontées à des obstacles structurels qui compromettent leur développement et accroissent leur dépendance à des sources d'énergie polluantes.

2. Intérêt

L'étude de l'économie informelle et de l'accès à l'énergie à Kananga est cruciale pour plusieurs raisons :

- a. Économie locale : Comprendre comment l'informalité impacte les opportunités d'emploi et la création de richesse.
- b. Santé publique : Évaluer les effets de l'utilisation de sources d'énergie polluantes sur la santé des ménages.
- c. Environnement : Identifier les implications environnementales des pratiques énergétiques informelles.
- d. Développement durable : Contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en proposant des solutions adaptées.

3. Objectifs

L'objectif principal de cette étude est de :

- a. Analyser l'impact de l'économie informelle sur l'accès à l'énergie à Kananga.
- b. Évaluer les conséquences économiques, sociales et environnementales des pratiques énergétiques informelles.
- c. Proposer des recommandations pour améliorer la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et promouvoir des solutions énergétiques durables.

4. Discussion

4.1. Méthodes

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs méthodes seront mises en œuvre :

- a. Analyse documentaire : Revue des recherches existantes sur l'économie informelle et l'accès à l'énergie en RDC.
- b. Enquêtes de terrain : Recueil de données auprès des ménages et des entreprises pour comprendre leurs pratiques énergétiques et leurs perceptions de l'informalité.
- c. Études de cas : Examen des impacts de l'utilisation des équipements électriques non certifiés sur la santé et l'environnement.
- d. Ateliers participatifs : Implication des parties prenantes locales pour identifier des solutions adaptées aux besoins de la communauté.

4.2. Notion de l'économie informelle

Selon la Banque Mondiale, l'économie informelle englobe un ensemble diversifié d'activités économiques, d'entreprises, d'emplois et de travailleurs qui ne sont pas réglementés ou protégés par l'État (Banque Mondiale, 2022). Ce concept a été initialement développé pour décrire le travail

indépendant au sein de petites entreprises non enregistrées, où les règles fiscales et les normes de travail sont souvent absentes (Chen, 2007).

L'économie informelle joue un rôle crucial dans de nombreuses économies, notamment dans les pays en développement, où elle constitue une source importante de revenus et d'emplois. Cependant, elle est également associée à divers défis, notamment l'absence de protections sociales pour les travailleurs, l'évasion fiscale et des conditions de travail précaires (ILO, 2018). En effet, les travailleurs informels ne bénéficient pas des droits du travail, tels que le salaire minimum, les congés payés ou la sécurité sociale, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux fluctuations économiques et aux crises (De Soto, 1989).

4.3. Variabilité du concept selon les régions

Le concept d'économie informelle varie considérablement d'une région à l'autre, reflétant des contextes économiques, sociaux et culturels distincts. En général, cette activité désigne les entreprises individuelles qui ne possèdent pas de numéro d'identification fiscale et qui n'élaborent pas de comptabilité formelle, conformément aux normes établies par le plan comptable OHADA (INS, 2006).

4.3.1. Amérique latine

En Amérique latine, l'économie informelle est souvent associée à des entreprises qui fonctionnent à la limite de la légalité. Ces entreprises cherchent à échapper aux obligations fiscales et réglementaires, ce qui les place dans une zone grise où elles peuvent opérer sans les contraintes imposées par l'État (De Soto, 1989). Ce phénomène est particulièrement courant dans des pays où la bureaucratie est lourde et où les coûts de conformité sont élevés, incitant ainsi les entrepreneurs à se soustraire à la réglementation officielle. Selon De

Soto (1989), cette dynamique perpétue un cycle de pauvreté et d'exclusion, car les travailleurs informels n'ont pas accès aux protections sociales et aux opportunités d'investissement.

4.3.2. Afrique

En Afrique, en revanche, le secteur informel est généralement défini par des micro-unités de production et des entreprises individuelles qui opèrent souvent avec un faible niveau d'organisation (AFRISTAT, 1999 ; Henley et al., 2006 ; Huysmans et al., 1990). Ces entreprises, bien que non enregistrées, jouent un rôle vital dans l'économie locale en fournissant des emplois et en satisfaisant des besoins de base. Cependant, elles sont souvent confrontées à des défis tels que le manque d'accès au financement, aux marchés et à la formation, ce qui limite leur potentiel de croissance. De plus, cette informalité n'est pas nécessairement le résultat d'une intention délibérée de contourner la loi, mais peut plutôt découler d'un manque d'accès aux ressources nécessaires pour formaliser leur activité (Huysmans et al., 1990).

4.3.3. Implications

Cette variabilité du concept selon les régions a des implications significatives pour les politiques publiques. Dans les pays où l'informalité est perçue comme une stratégie d'évasion fiscale, des approches axées sur la réglementation et la taxation peuvent être envisagées. En revanche, dans des contextes comme ceux d'Afrique, où l'informalité est souvent synonyme de survie, les politiques pourraient viser à renforcer l'accès aux ressources et à améliorer les conditions des travailleurs informels sans les stigmatiser.

Ces différences régionales soulignent l'hétérogénéité de l'économie informelle, qui peut inclure à la fois des activités légales et illégales, et reflètent les contextes socio-économiques variés

dans lesquels ces activités se développent (AFRISTAT, 1999).

4.4. Situation à Kananga.

La ville de Kananga, située au cœur de la République Démocratique du Congo, illustre les défis associés à l'économie informelle dans un contexte où les structures formelles sont souvent absentes ou inefficaces. Cette situation se manifeste par une combinaison de facteurs démographiques, infrastructurels et socio-économiques qui aggravent l'informalité et ses conséquences.

4.4.1. Données démographiques et infrastructurelles

Kananga présente des caractéristiques démographiques et infrastructurelles qui soulignent les défis auxquels la ville est confrontée :

Superficie de la ville	743 km ²
Densité de la population	1 334,24 habitants/km ²
Infrastructure routière	211,929 km
Population totale	1 092 323 habitants

Ces données montrent une forte densité de population dans un espace relativement restreint, ce qui exerce une pression considérable sur les infrastructures existantes. De plus, la qualité des routes et des services de transport est souvent insuffisante, limitant l'accès aux marchés et aux opportunités économiques (INS, 2020).

4.4.2. Caractéristiques de l'informalité à Kananga

À Kananga, un niveau élevé d'informalité est observé, caractérisé par plusieurs indicateurs socio-économiques :

- Taux élevés de chômage : Le chômage est une réalité préoccupante, particulièrement chez les jeunes, qui peinent à trouver des

opportunités d'emploi dans un marché du travail saturé par l'informalité (World Bank, 2021).

- Médiocres performances de développement : Les performances économiques de Kananga sont limitées par un manque d'infrastructures et d'investissements, ce qui freine le développement local (Kambale et al., 2019).
- Revenu par habitant plus faible, pauvreté plus répandue : Le revenu par habitant à Kananga est inférieur à la moyenne nationale, avec un pourcentage élevé de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté (UNDP, 2020).
- Disparité dans l'accès à l'éducation : L'accès à l'éducation est inégal, avec des disparités marquées selon les quartiers, ce qui limite les opportunités de développement pour les jeunes (Ministère de l'Éducation, 2021).
- Inexistence des marchés financiers : Le manque de marchés financiers formels rend difficile l'accès au crédit et aux investissements, empêchant le développement des petites entreprises (Mwanza, 2018).
- Quasi absence des investissements, en particulier dans les infrastructures énergétiques : Les investissements dans les infrastructures, notamment énergétiques, sont très faibles, ce qui limite l'accès à l'électricité et perturbe les activités économiques (SNEL, 2021).
- Éloignement des Objectifs de développement durable : Kananga est éloignée des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier dans les

domaines de la pauvreté, de l'éducation et de l'énergie (UN, 2019).

- Absence de bonne gouvernance locale : La gouvernance locale est souvent critiquée pour son inefficacité, ce qui entrave la mise en œuvre de politiques favorables au développement économique et social (Bokanga, 2020).

4.5. Dépendance énergétique et ses implications.

La dépendance énergétique de Kananga est marquée par l'utilisation de sources d'énergie traditionnelles et informelles, principalement le

charbon de bois et les braises. Ces pratiques, bien qu'elles soient des solutions immédiates pour de nombreux ménages, ont des conséquences graves sur la santé publique et l'environnement, notamment en augmentant la pollution de l'air intérieur (WHO, 2018).

4.5.1. Statistiques sur la production énergétique.

Les statistiques concernant la production et l'utilisation de l'énergie à Kananga révèlent un paysage énergétique préoccupant :

Production d'électricité par l'État (SNEL) : 5%
La Société Nationale d'Électricité (SNEL) ne parvient à fournir que 5% des besoins énergétiques de la population, ce qui illustre une crise énergétique significative. Cette situation résulte d'un manque d'infrastructures adéquates et d'investissements dans le secteur énergétique (SNEL, 2021).
Braise et bois : 63%
La majeure partie de l'énergie utilisée dans les foyers provient de la braise et du bois, représentant 63% de la consommation énergétique. Cette dépendance à des combustibles solides non renouvelables contribue à une pollution atmosphérique accrue et à des risques pour la santé, notamment des maladies respiratoires (WHO, 2018).
Groupes électrogènes informels : 7%
Environ 7% de l'énergie est fournie par des groupes électrogènes informels, souvent utilisés par des entreprises et des ménages pour compenser l'absence d'électricité fiable. Cependant, ces générateurs fonctionnent généralement à partir de combustibles fossiles, ce qui entraîne des émissions de gaz à effet de serre et une pollution sonore (Mwanza, 2018).
Solutions solaires informelles : 17%
Les solutions solaires informelles, représentant 17% de la production énergétique, émergent comme une alternative durable. Cependant, l'accès à ces technologies reste limité, en raison de leur coût initial élevé et du manque de sensibilisation (UNDP, 2020).
Gaz oil informels : 8%
Enfin, environ 8% de l'énergie provient de sources informelles de gaz oil. Ces approvisionnements sont souvent irréguliers et peuvent être associés à des risques de sécurité, notamment en raison de leur stockage inadéquat (Kambale et al., 2019).

4.5.2. Implications

La dépendance à des sources d'énergie non durables a plusieurs implications :

- Santé publique : L'utilisation de charbon de bois et de braises dans des espaces confinés entraîne une pollution de l'air intérieur, augmentant le risque de maladies respiratoires et cardiovasculaires (WHO, 2018).
- Environnement : La déforestation pour la production de charbon de bois contribue à la perte de biodiversité et à l'érosion des sols, aggravant ainsi les impacts du changement climatique (FAO, 2019).
- Économie locale : La nécessité de recourir à des solutions informelles et à des combustibles coûteux limite les opportunités économiques pour les ménages et les entreprises, freinant le développement durable de la région (Mwanza, 2018).
- Accès à l'énergie : L'insuffisance de l'approvisionnement électrique par la SNEL et le manque d'investissements dans les infrastructures énergétiques empêchent l'accès à une énergie fiable et abordable, essentielle pour le développement économique et social (SNEL, 2021).

4.6. Problèmes liés à l'économie informelle.

Les activités économiques informelles à Kananga sont devenues le choix principal pour une grande partie de la population, souvent par nécessité plutôt que par choix. Ces activités, bien qu'elles permettent de générer des revenus immédiats, conduisent à des situations de survie sans investissements durables, ce qui entrave le développement économique global de la région.

4.6.1. Accès à l'énergie électrique

La puissance installée et fournie par la Société Nationale d'Électricité (SNEL) est extrêmement insuffisante pour répondre aux besoins croissants de la population. Alors que la demande d'électricité à Kananga dépasse largement l'offre, les coupures fréquentes et l'irrégularité de l'approvisionnement électrique obligent de nombreux ménages et entreprises à **recourir à des solutions informelles et coûteuses, comme les générateurs ou les combustibles solides (SNEL, 2021)**. Cette situation limite non seulement le développement des entreprises, mais elle fragilise également la qualité de vie des habitants, qui dépendent d'une électricité fiable pour des activités essentielles telles que l'éducation et la santé (Mwanza, 2018).

4.6.2. Dépendance aux combustibles polluants.

La dépendance au charbon de bois et aux autres combustibles polluants représente un défi majeur pour la santé publique à Kananga. Ces sources d'énergie, largement utilisées pour la cuisson et le chauffage, contribuent à une pollution de l'air intérieur significative, augmentant les risques de maladies respiratoires, cardiovasculaires et d'autres problèmes de santé (WHO, 2018). Les femmes et les enfants, souvent exposés à des niveaux plus élevés de pollution dans les espaces domestiques, sont particulièrement vulnérables à ces effets nocifs (UNICEF, 2019).

4.7. Questions liées aux équipements électriques.

Les équipements électriques commercialisés par des fournisseurs informels soulèvent de nombreuses préoccupations, tant sur le plan qualitatif qu'environnemental.

4.7.1. Normes de qualité.

Les équipements tels que les panneaux solaires et les groupes électrogènes sont souvent de mauvaise qualité et non certifiés. L'absence de régulation permet l'introduction sur le marché de produits

défectueux ou inefficaces, exposant les utilisateurs à des risques d'accidents ou de pannes fréquentes. Ces équipements, lorsqu'ils ne fonctionnent pas correctement, peuvent également entraîner des coûts supplémentaires pour les ménages, aggravant leur situation économique déjà précaire (Kambale et al., 2019). L'absence de normes de sécurité et de qualité expose également les utilisateurs à des risques d'électrocution et d'incendie (Hussmans et al., 1990).

4.7.2. Impact environnemental

L'augmentation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pose de graves risques pour l'environnement. Les DEEE contiennent des substances toxiques, comme des métaux lourds, qui peuvent contaminer le sol et les eaux souterraines lorsqu'ils ne sont pas éliminés correctement (UNEP, 2020). Cette situation est particulièrement préoccupante à Kananga, où les infrastructures de recyclage et de gestion des déchets sont insuffisantes pour traiter ces déchets de manière appropriée (FAO, 2019). En conséquence, l'environnement local et la santé des populations sont mis en danger par la mauvaise gestion des déchets électroniques.

5. Appel à l'action.

La situation économique et énergétique à Kananga constituent un véritable cri d'alarme pour les acteurs politico-économiques. Les défis posés par l'informalité économique et la dépendance à des sources d'énergie non durables mettent en lumière les vulnérabilités d'une population déjà fragilisée. Les conséquences de cette informalité sur l'accès à l'énergie, la santé publique et l'environnement sont non seulement préoccupantes, mais également insoutenables.

5.1. Urgence d'une intervention.

Les précarités économiques, caractérisées par un taux élevé de chômage, une pauvreté généralisée et un accès limité à l'éducation, exacerbent la situation énergétique. Le manque d'accès à une électricité fiable et abordable contraint la population à se tourner vers des solutions informelles et polluantes. Cette dynamique crée un cercle vicieux où la pauvreté et l'informalité alimentent l'instabilité économique et énergétique, rendant encore plus difficile l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) (UN, 2019).

5.2. Nécessité d'études approfondies.

Il est impératif de mener des études approfondies pour mieux comprendre les dynamiques de l'économie informelle à Kananga et ses conséquences sur le secteur énergétique. Ces recherches devraient aborder les besoins spécifiques de la population, les opportunités de formalisation et les moyens d'améliorer l'accès à des solutions énergétiques durables. Des approches basées sur des données probantes permettront d'élaborer des politiques adaptées et efficaces, visant à réduire la dépendance aux combustibles polluants et à promouvoir des sources d'énergie renouvelables (UNDP, 2020).

5.3. Propositions des actions à mener.

Il est essentiel que les décideurs politiques, les investisseurs et les organisations non gouvernementales collaborent pour :

- Mettre en place des politiques favorisant la formalisation des activités économiques : Cela inclut l'amélioration de l'accès à la finance pour les petites entreprises et des programmes de formation pour les entrepreneurs.
- Investir dans les infrastructures énergétiques : L'amélioration des réseaux électriques et le soutien aux solutions

énergétiques renouvelables doivent devenir une priorité pour garantir un accès équitable à l'énergie.

- Sensibiliser la population aux enjeux de santé liés à l'utilisation de combustibles polluants : Des campagnes d'éducation peuvent aider à promouvoir des alternatives plus sûres et durables.
- Renforcer la gouvernance locale : Une bonne gouvernance est cruciale pour assurer la mise en œuvre efficace des politiques publiques et la responsabilisation des acteurs locaux.

Conclusion

Le défi auquel fait face Kananga est complexe, mais il n'est pas insurmontable. Par une action concertée et stratégique, il est possible de transformer cette crise en opportunité de développement durable. Les acteurs de tous horizons doivent se mobiliser pour répondre à cet appel et travailler ensemble à un avenir plus prospère et durable pour Kananga et ses habitants.

Références

AFRISTAT. (1999). Les statistiques de l'informel en Afrique : État des lieux et perspectives.

Banque Mondiale. (2022). World Development Report 2022: Data for Better Lives. Washington, DC: World Bank.

Bokanga, J. (2020). La gouvernance locale en République Démocratique du Congo : Défis et perspectives. Kinshasa : Éditions Universitaires.

Chen, M. A. (2007). Rethinking the Informal Economy: Linkages with the Formal Economy and the Role of the State. In *The Informal Economy: Studies in Local and Global Perspectives*.

De Soto, H. (1989). *The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World*. New York: Harper & Row.

FAO. (2019). *The State of the World's Forests 2018: Forests, Climate Change and a Sustainable Future*. Rome: Food and Agriculture Organization.

Henley, G., et al. (2006). *The Informal Economy in Developing Countries: A Review of the Evidence*. Oxford: Oxford University Press.

Huysmans, R., et al. (1990). *Concepts and definitions of the informal sector*. Geneva: International Labour Organization.

ILO. (2018). *World Employment Social Outlook 2018: Greening with Jobs*. Geneva: International Labour Organization.

INS. (2006). *Enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel en République Démocratique du Congo*. Kinshasa: Institut National de Statistique.

INS. (2020). *Statistiques démographiques et économiques de la République Démocratique du Congo*. Kinshasa : Institut National de Statistique.

Kambale, M., et al. (2019). Économie informelle et développement à Kananga : État des lieux et perspectives. *Revue Congolaise d'Économie*, 12(1), 45-67.

Mwanza, T. (2018). Analyse du financement des PME en République Démocratique du Congo. *Journal of African Business*, 19(2), 234-250.

SNEL. (2021). *Rapport annuel sur l'état de l'électricité en République Démocratique du Congo*. Kinshasa : Société Nationale d'Électricité.

UN. (2019). *Rapport sur les Objectifs de Développement Durable en République Démocratique du Congo*. New York : Nations Unies.

UNDP. (2020). Human Development Report 2020: The Next Frontier: Human Development and the Anthropocene. New York : Programme des Nations Unies pour le développement.

UNEP. (2020). Global E-Waste Monitor 2020. Geneva: United Nations Environment Programme.

UNICEF. (2019). The Impact of Air Pollution on Children's Health. New York: United Nations Children's Fund.

WHO. (2018). Air Quality Guidelines: Global Update 2018. Geneva: World Health Organization.

World Bank. (2021). Republic of Congo: Economic Overview. Washington, DC : World Bank.